

Les élus du Lot inquiets pour l'avenir du territoire

POLITIQUE Dimanche dernier, le congrès des élus du Lot a réuni plus de 500 maires et élus à l'espace Mitterrand. Le maintien des services publics était au cœur du débat.

Pour de nombreux nouveaux élus lotois - un tiers a été renouvelé lors des dernières élections -, c'était une première. Le congrès de l'association des élus du Lot est en effet chaque année un rendez-vous traditionnel qui avait cette année choisi Figeac pour y organiser son rassemblement annuel. « Ce congrès arrive à un moment où la gestion communale est particulièrement difficile », a déploré d'emblée Nicole Paulo, le maire de Figeac, en ouvrant les débats. Face à elle, environ 500 élus avaient pris place à l'espace Mitterrand et ont écouté avec attention les différents intervenants Gérard Miquel président du conseil général, Martin Malvy président du conseil régional, Jean Launay député du Lot et président de l'association, Dominique Orliac députée du Lot et Jean Milhau sénateur succédant à André Boyer. En ligne de mire, les menaces sur les différents services publics du département. Tous ont dénoncé la désertification qui plane sur le Lot.

Maternité de Figeac, La Poste, services fiscaux, fermeture des tribunaux, la liste est « loin d'être exhaustive » pour Nicole Paulo qui a lancé « nous sommes responsables de tout. Seule la météo ne nous est pas reprochée et encore... ». Le ton était donné. Heureusement, Gérard Poujade, l'invité du congrès a détendu l'atmosphère en li-



Les élus ont écouté les différents intervenants avec attention. Certains ont participé au débat.



vant un exposé très vivant sur l'expérience « Agenda 21 », mené pour le développement durable dans sa commune du Séquestre située près d'Albi. Un exemple de « citoyenneté participative » soulignée par Gérard Miquel, qui a rappelé la consultation des Lotois grâce à

l'opération Lot 2020 tout en rappelant la démarche pionnière du Syded.

Mais très vite, la situation pré-occupante sur l'avenir des gares de Gourdon et de Souillac, la suppression des perceptions comme à Salviac ou encore la diminution des heures d'ouver-

ture des bureaux de poste à Bagnac ou à Sousceyrac est revenue au cœur des débats. Le discours de la préfète, qui n'a pas ménagé sa peine, était vraiment très attendu mais n'a semblé-t-il pas suffi à apaiser les craintes.

Audrey Lecomte